

Marchand défend les opérations de déneigement de lundi

Le Journal de Québec · 20 mars 2024 · 20 · TAÏEB MOALLA –Avecla collaboration de Dominique Lelièvre

Malgré les vidéos moqueuses publiées sur les réseaux sociaux et les critiques acerbes du chef de l'opposition, le maire de Québec, Bruno Marchand, a âprement défendu la tenue d'une opération de déneigement, lundi soir, dans un contexte où il ne neigeait pas et où il y avait peu d'accumulations au sol.

« On n'a aucun intérêt à gaspiller l'argent des contribuables. Les raisons qui l'ont motivé hier [lundi], c'est qu'on annonce 10 centimètres demain [aujourd'hui]. On annonce du gel. On a un problème à la fois en bordure de rue [et] avec les égouts. Il fallait faire le déneigement possible », a assuré M. Marchand, hier en milieu de matinée, en impromptu de presse.

Insistant pour dire que la décision de lancer une opération de déneigement est de nature administrative et non pas politique, le maire a ajouté qu'il fallait procéder rapidement, lundi.

« Les gens voient une charrue qui passe, mais ils oublient aussi que cette charrue-là a le travail de s'assurer qu'on déglace si c'est nécessaire et qu'on épand des abrasifs. Il y a plusieurs rôles à une charrue », a-t-il rappelé.

VILLENEUVE MOQUEUR

Ces arguments n'ont pas du tout convaincu le chef de l'opposition, Claude Villeneuve, qui a raillé le fait qu'on puisse « déneiger quand il n'y avait pas de neige ».

« Les bras m'en tombent. Je ne comprends pas pourquoi on a fait une intervention hier [lundi]. Je ne comprends pas pourquoi on a forcé des centaines sinon des milliers de citoyens à se payer un stationnement pour la nuit », a-t-il lancé en rappelant que le coût d'une opération de déneigement était évalué à 1 M\$ avant la pandémie.

« C'est vraiment de l'argent qu'on a jeté par les fenêtres. On aurait pu déneiger après [les 10 cm attendus aujourd'hui]. Ça aurait été une pierre deux coups [...]. C'est à se demander si le maire ne se dépêche pas de faire travailler les cols bleus avant qu'ils tombent en grève, s'est-il moqué. »

De son côté, Patrick Paquet, chef d'équipe priorité Québec (EPQ), a qualifié de « complètement ridicule » la décision de sortir déneiger le lundi soir.

« On trouve le moyen de l'échapper, a-t-il déploré. Ça veut dire que quand c'est le temps de sortir, on [ne] sort pas, puis quand c'est le temps de pas sortir, on sort. »

« On n'est pas dans une cour d'école »

Les élus municipaux de Québec ramenés à l'ordre

Le Journal de Québec · 20 mars 2024 · 21 · – Avec Taïeb Moalla DOMINIQUE LELIÈVRE

Près d'un mois après la plainte d'une conseillère de l'opposition dénonçant un « climat toxique » à l'hôtel de ville de Québec, le président du conseil municipal a invité tous les élus à respecter la « dignité » qui vient avec leur fonction, hier.

« Nous sommes des élus, ça vient avec une dignité qui nous est donnée. Je m'attends à ce que vous respectiez cette dignité-là. On n'est pas dans une cour d'école, on n'est pas dans un bar, nous sommes en conseil de ville », a lancé le président du conseil municipal, Louis Martin. Ce dernier avait convoqué les 22 élus, y compris le maire Bruno Marchand, à une courte rencontre pour effectuer un « rappel » concernant les comportements appropriés et les devoirs des élus en matière de décorum et d'éthique.

Cette mise au point survient alors que plusieurs membres de l'opposition ont dénoncé un climat de travail malsain dans les dernières semaines. La conseillère de Québec d'abord, Alicia Despins, avait jeté un pavé dans la mare, il y a un mois, en déposant une plainte pour dénoncer un « climat toxique » et en déclarant ne pas se sentir « particulièrement en sécurité à l'hôtel de ville ».

Peu après, la saga d'un présumé « coup de torse » entre deux élus avait éclaté.

FORMATION SUR LE RESPECT

Le cabinet du maire a rappelé que c'est Bruno Marchand qui a demandé, le 23 février, l'intervention du président du conseil afin de « ramener une ambiance saine au conseil ».

« Le président est venu préciser ses nouvelles bases pour le bon fonctionnement du conseil et il nous a assuré qu'il ne fera aucune concession sur le respect et le bon ordre. Nous avons bon espoir que l'ambiance générale bénéficiera aux citoyens », a réagi le cabinet du maire.

Le chef de l'opposition, Claude Villeneuve, a salué certaines « avancées » tout en estimant qu'« il reste du travail à faire ».

Une formation obligatoire sur le respect et la civilité sera d'ailleurs prochainement offerte à tous les élus, a confirmé le cabinet du maire.

Alicia Despins ne regrette rien

Par Valérie Gaudreau, Le Soleil

20 mars 2024 à 05h45



Le 21 février, Alicia Despins a révélé avoir déposé une plainte à la Commission municipale dénonçant un climat toxique à l'hôtel de ville de Québec. (Québec d'abord)

CHRONIQUE / «Il fallait que quelqu'un le fasse. Ce n'était pas un coup de tête. J'étais sûre de ma *shot*.»

Il y a un mois, la conseillère de l'opposition Alicia Despins a été plongée dans un tourbillon.

Le 21 février, elle a révélé en mêlée de presse avoir déposé une plainte à la Commission municipale dénonçant un climat qu'elle qualifiait de «toxique» au conseil municipal et dans les couloirs de l'hôtel de ville de Québec.

Elle visait le chef de cabinet du maire Bruno Marchand, Clément Laberge, à qui elle reproche de ne pas avoir maintenu l'ordre dans les troupes du parti au pouvoir.

À l'époque, j'ai été perplexe devant le fait que la plainte visait M. Laberge, un non-élu. Je le suis encore.

On ne sait toujours pas si la plainte sera jugée recevable et il sera intéressant de voir ce que la Commission municipale décidera.

Il y avait d'autres choses étonnantes dans la sortie médiatique d'Alicia Despins en février. Faite en marge du Forum sur l'habitation au Centre de foires, elle pouvait avoir l'air improvisée, voire risquée.

Or, il n'est en rien, assure l'élue un mois plus tard.

«J'avais consulté des gens. J'avais espoir que ça fasse bouger les choses. Je ne regrette rien», lance la conseillère de 29 ans en entrevue au *Soleil* en marge du conseil municipal mardi.

Un conseil fort en symbole puisqu'il s'agissait du premier depuis qu'elle a lancé sa petite bombe.

Alicia Despins dénonçait des événements intimidants, voire violents survenus à l'hôtel de ville.

Elle disait notamment avoir été suivie par un élu du parti du maire et relatait aussi une altercation pendant laquelle le conseiller Steeve Verret aurait donné un coup de torse à Stevens Melançon d'Équipe Priorité Québec.

Le désormais célèbre épisode du «*chestage*», un vrai vaudeville qui a donné lieu à une contre-attaque, une plainte de Steeve Verret à l'endroit de Mme Despins et M. Melançon pour diffamation.

L'histoire un brin surréaliste a fait le tour du Québec. Pas la plus édifiante pour la classe politique. Mais un incident plus spectaculaire attire forcément davantage d'attention. Pour le meilleur et pour le pire.

«C'est dommage», estime Alicia Despins. «Mais en même temps, il faut souvent un événement pour avoir cette prise de conscience.»

Il reste du flou entourant cette histoire. Y'a-t-il ou non eu altercation physique? On ne le saura peut-être jamais.

Et si Steeve Verret a abandonné sa plainte contre Stevens Melançon, il maintient celle contre Alicia Despins et lui demande de se rétracter publiquement. M. Verret a affirmé avoir souffert des allégations.

Formation et jasette

Un mois après le dépôt de sa plainte, la conseillère de Vanier-Duburger attribue à sa sortie des retombées positives.

En plus des discussions entre Steeve Verret et Stevens Melançon, les chefs de cabinet de tous les partis se parlent davantage, estime Alicia Despins.

Avant le conseil de mardi, le président Louis Martin a réuni tous les élus, le temps d'un rappel des règles de bienséance et de la «dignité» de la fonction d' élu municipal.

Autre mesure, une formation obligatoire sur le respect et la civilité sera officiellement donnée aux élus ces prochaines semaines. Alicia Despins l'avait proposé une première fois en mai 2023.

À l'hôtel de ville mardi, l'heure était à l'espoir de changements durables, sans faire l'économie des débats.

Jackie Smith a particulièrement bien résumé à mes yeux.

Elle a salué le chemin parcouru ces dernières semaines, au-delà du «*drama*» de cette saga qui n'a pas toujours «donné une belle image des politiciens».

«Je pense qu'une réflexion a été faite pour tout le monde, comment on peut mieux faire. La politique, c'est toujours en évolution. Je suis prête à passer à autre chose et j'espère que la population aussi.»

Un sondage paru lundi dans *Le Soleil* révélait justement que les résidents de la grande région de Québec sont moins inquiets du climat dans les conseils municipaux qu'à Montréal ou ailleurs au Québec.

Quelque 57 % des répondants croient que les élus devraient régler le tout entre eux, alors que seulement 11 % croient que le gouvernement doit intervenir.

Régler ça entre eux. Un bon début en effet.

«La préservation de la démocratie municipale, ça commence avec nous-mêmes», conclut Alicia Despins.

Vrai que mardi, le ton était déjà plus cordial au conseil municipal. Du moins de la galerie de la presse. De là-haut, quelques petits gestes, regards, ou commentaires mesquins peuvent toutefois nous échapper.

Tout nouveau, tout beau?

Le maire de Québec en mission économique à Boston



Ouvrir en mode plein écran

Bruno Marchand a pris l'avion à l'aéroport de Québec pour se rendre à Boston.

PHOTO : RADIO-CANADA / LOUISE BOISVERT

- [Louise Boisvert \(Consulter le profil\)](#)



[Louise Boisvert](#)

Publié à 6 h 04 HAE

Bruno Marchand s'est envolé tôt mercredi matin en direction de Boston où il doit tenir sa première mission économique en sol américain. Au cours des trois prochains jours, il sera question de résilience climatique, de décarbonation de bâtiments et de rencontres avec des acteurs économiques.

C'est une des villes avec laquelle nos gens d'affaires ont le plus de liens, a expliqué le maire de Québec, la veille de son départ. Bruno Marchand justifie ainsi sa première mission en sol américain après avoir visité l'Europe à quatre reprises au cours des 18 derniers mois.

Au moins cinq entreprises sur le territoire de la Ville de Québec ont leur maison-mère à Boston. L'objectif du déplacement est d'aller à leur rencontre pour s'assurer que leur engagement envers la Ville de Québec se maintienne et pour encourager de nouveaux partenariats. On reçoit plusieurs appels, assure le maire dont l'agenda sera particulièrement chargé jusqu'à vendredi.

Bruno Marchand accompagne une délégation d'entrepreneurs et d'employés de la Ville. La mission est coordonnée par Québec International. Ils vont entre autres participer au congrès Building Energy où il sera question de résilience climatique et d'efficacité énergétique. Ils doivent visiter un des plus grands bâtiments carboneutres.

Attentes élevées

Les oppositions à la Ville de Québec applaudissent cette première mission économique. Ça a pris du temps! Ça fait deux ans et demi qu'il est maire!, s'est exclamé le chef de Québec d'abord en marge du conseil, mardi. Claude Villeneuve réitère que le maire aurait dû faire plus de rencontres économiques depuis son arrivée. On l'entend tenir un discours économique et faire une mission économique. J'espère que ça va entraîner des retombées à Québec.



Ouvrir en mode plein écran

Claude Villeneuve est chef du parti Québec d'abord. (Photo d'archives)

PHOTO : RADIO-CANADA

Le chef d'Équipe priorité Québec s'est toujours montré critique des missions du maire Marchand à l'étranger. Ses déplacements en Europe ont créé peu de retombées pour Québec, croit Patrick Paquet. Cette fois-ci, il estime que le coût du voyage en vaut largement la chandelle. C'est la première fois que j'ai l'impression que ce voyage peut donner des résultats, a-t-il déclaré. Il est persuadé que la Ville de Québec peut aller chercher de nouveaux partenaires.



Ouvrir en mode plein écran

Patrick Paquet est chef d'Équipe priorité Québec. (Photo d'archives)

PHOTO : RADIO-CANADA

Mois de la francophonie

Vendredi, Bruno Marchand se rendra à la mairie pour souligner le mois de la Francophonie de Boston. Il pourrait s'agir d'une occasion pour lui de rencontrer la mairesse de la Ville, Michelle Wu. Âgée de seulement 39 ans, elle est la première femme à avoir été élue à la tête de la Ville de Boston et la première élue d'origine asiatique.

Membre du parti démocrate, elle a fait campagne sur des enjeux sociaux et environnementaux. Elle milite notamment pour les transports publics gratuits.

Julien, « pire ministre » de la Capitale-nationale

Il détrône Geneviève Guilbault, selon Claude Villeneuve

Le Journal de Québec · 20 mars 2024 · 13 · TAÏEB MOALLA

Deux ans après avoir qualifié Geneviève Guilbault de « pire ministre » de la Capitale-nationale, Claude Villeneuve, chef de l'opposition à l'hôtel de Ville de Québec, s'est rétracté et a choisi d'affubler le ministre actuel, Jonatan Julien, de ce titre peu glorieux.



« Je suis obligé de me rétracter d'avoir qualifié Mme Guilbault de pire ministre de l'histoire de la Capitale-nationale. En fait, c'est parce que j'ai trouvé un pire. Nos attentes étaient très grandes quand M. Julien est arrivé. Je pense qu'il veut défendre la région, mais c'est comme un aveu d'impuissance », a-t-il déploré, hier, en point de presse.

Qualifiant la prestation de M. Julien de « pathétique », M. Villeneuve a parlé d'un « bilan zéro pointé » du ministre dans la région de Québec.

À l'assemblée nationale, le ministre Jonatan Julien a réagi à cette sortie dans un éclat de rire. « J'ai toujours trouvé que Geneviève [Guilbault] était très bonne. De me faire comparer à Geneviève, pour moi c'est un honneur », a-t-il laissé tomber en assurant qu'il « fait de [son] mieux » et qu'il travaille « matin, midi et soir pour la Capitale-nationale ».

QUÉBEC, « MOINS INFLUENTE »

Le chef de Québec d'abord a par ailleurs regretté le fait que le maire Marchand ait beaucoup tardé à réagir au fait que la rencontre au sommet entre les premiers ministres Legault et Trudeau se soit déroulée à Montréal plutôt qu'à Québec.

« Québec est moins influente parce que son maire est moins considéré par le gouvernement du Québec », a-t-il regretté.

De son côté, le chef d'équipe Priorité Québec, Patrick Paquet, a estimé qu'il était « facile » de blâmer Jonatan Julien, alors que c'était plutôt l'administration Marchand qui ne parviendrait pas à obtenir des gains pour Québec.

« L'important, quand les crédits sortent au niveau du budget provincial, c'est d'être prêt pour aller chercher les crédits qui sont disponibles », a-t-il déclaré.

MARCHAND HAUSSE LE TON

De son côté, le maire de Québec, Bruno Marchand, a « exigé » que la prochaine rencontre des premiers ministres du Québec et du Canada, prévue en juin, ait lieu à Québec.

« La prochaine [rencontre] doit se tenir à Québec. Et pas juste la prochaine. Les prochaines », a-t-il insisté.

Le maire Marchand a cité les dates et les lieux de sept rencontres entre MM. Legault et Trudeau, organisées depuis octobre 2018, qui ont toutes eu lieu ailleurs qu'à Québec.

« La liste que je viens de vous faire ne témoigne pas de l'exception, mais ça témoigne d'une règle. C'est a contrario de la Loi [sur la capitale nationale]. Les rencontres importantes de ce type-là doivent se tenir à Québec », a-t-il mentionné, en disant accepter qu'il puisse y avoir des exceptions liées aux agendas des uns et des autres.

À l'assemblée nationale, le député solidaire Etienne Grandmont a préféré s'abstenir de se « prononcer sur lequel est le pire ou lequel est le meilleur » ministre responsable de la Capitale-nationale.

– Avec la collaboration de Marc-andré Gagnon et de Dominique Lelièvre